28me Année N° 311 — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — UN NUMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — Mercredi 7 Novembre 1883

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffitte et Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 6 NOVEMBRE

LE DISCOURS DE M. WALDECK-ROUSSEAU

Nous n'avons pas voulu apprécier le discours prononcé dimanche, à Tourcoing, par M. Waldeck-Rousseau, avant de posséder son texte officiel et définitif.

Ce discours a procuré à tous ses auditeurs une désillusion.

Les journaux officieux avaient annoncé une harangue-programme sur la question ouvrière ; nous espérions que le ministre daignerait aussi exposer les plans du gouvernement pour relever la France de la déchéance industrielle qui l'a frappée depuis quelques années

Et M. Waldeck-Rousseau nous a donné une édition atténuée, pâlie, du discours bruyant de M. Jules Ferry au banquet du Havre.

C'est un discours politique et purement politique. Ce n'est pas même un discours politique, c'est de la phraséologie parlementaire, harmonieuse, savante dans la construction des phrases, oratoire dans son allure, mais vide de sens.

Vous chercherez vainement une idée pratique, une exposition de doctrine dans ce long discours, vous n'y trouverez que des mots.

M. Waldeck-Rousseau a été maladroit. Il aurait dû se souvenir que nous sommes dans un pays essentiellement pratique, dont les populations n'ont pas l'habitude de se payer de mots ; que l'éloquence des faits et des résultats peut seule séduire.

Sur la foi des journaux officiex, ces populations attendaient un discours sur la question ouvrière, sur la crise économique.

Elles espéraient savoir enfin par quels moyens le gouvernement espère résoudre cette question sociale qui s'impose tous les jours plus pressante, plus impérieuse aux méditations des hommes d'Etat.

Nous espérions enfin que le ministre nous dirait si le gouvernement ne renoncera pas bientôt à ses errements économiques, à ce régime désastreux qui conduit l'industrie nationale à une ruine inéluctable.

A ces questions précises, dont la discussion paraissait nécessaire dans un pays éminemment industriel, le ministre a répondu par une nouvelle charge à fond de train contre les intransigeants.

Ce sont les intransigeants qui ont empêché paraît-il, le gouvernement de s'occuper jusqu'ici de la question ouvrière ; c'est par les intransigeants que ses études ont été détournées de leur objet de demain : les causes de la crise industrielle, les remèdes dont elle est susceptible.

Et c'est tout ce que le ministre a su nous dire.

La ruine est à nos portes : le déficit dans nos budjets augmente de semaine en semaine ; les statistiques révèlent une situation économique désastreuse : les ouvriers se plaignent, les patrons se ruinent, l'industrie est dans le plus complet marasme ; notre agriculture n'est pas défendue contre l'invasion étrangère et quand tous les intérêts demandent protection à l'Etat, ses représentants répondent par de grandes phrases sur la turbulence et l'incapacité de l'opposition de l'Extrême-Gauche.

Nous leur demandons des économies, ils nous annoncent une politique coloniale, ferme et vigoureuse ; c'est à-dire la guerre à l'état permanent dans les pays lointains.

Nous les supplions de tourner leurs regards du côté de l'Est ; de mesurer les dangers qui nous menacent, aussi bien au point de vue militaire, qu'au point de vue économique ; et ils nous répondent par des traités de commerce abaissant les tarifs protecteurs, ou par la création de corps expéditionnaires désorganisant nos forces nationales.

Une coupe de Champagne à la main, ils proclament ensuite qu'ils « sont les serviteurs de la démocratie, et de ses véritables intérêts.

La démocratie, Monsieur le ministre, n'aime faire de vos ronflantes tirades.

Elle souffre, elle vous demande un remède et non des pasdiscours.

Si vous vous obstinez à lui refuser ce remède ; si, en dépit de ses appels désespérés, vous laissez la France exposée aux coups des ennemis du dehors, son industrie en souffrance, la question sociale en suspens, la France se retirera de vous.

Mettons-nous à l'œuvre, avez vous dit, sans hésitation et sans défiance, nous avons devant nous le champ le plus vaste et le plus fécond ? »

A quelle œuvre, s'il vous plaît ?

Jusqu'ici nous vous avons vu à l'œuvre pour détruire. Vous avez successivement commis tous les attentats possibles contre la liberté religieuse et contre la liberté de l'enseignement.

Vous nous avez ruinés et humiliés, vous nous exposez encore aujourd'hui à la guerre par vos folles entreprises.

Et comme vous n'avez pas indiqué, dans votre discours de Tourcoing, l'intention de répudier ce passé, de rompre avec lui, pour inaugurer une politique nouvelle, nous avons le droit de supposer que « ce champ si vaste et et si fécond » est le champ où n'a jamais poussé jusqu'à présent que l'ivraie.

Le discours de Tourcoing comporte une démonstration irréfutable : celle de l'incapacité, de l'impuissance du gouvernement pour nous relever des ruines qui sont son œuvre.

A nos patriotiques et pratiques populations du Nord de ne pas l'oublisr.

Pierre Salvat.

DISCOURS DE M. WALDECK-ROUSSEAU

Voici le texte du discours que M. le ministre de l'Intérieur, a prononcé dimanche, à Tourcoing :

« Messieurs,

» Lorsque, il y a quelques jours, M. Testelin et M. le préfet de ce département sont venus me demander de me rendre à cette fête républicaine, j'ai cru pendant un instant que je saurais leur résister, si je croyais avoir de très bonnes raison à leur opposer. Mais quand ils m'ont dit ce qu'était le parti républicain dans cette ville de Tourcoing, quels efforts il avait dû faire, combien la lutte avait été vive dans votre pays, combien vives aussi avaient été les attaques, j'ai senti mes résolutions s'ébranler. Il m'a semblé que, quelle que fût cette fête, quels que dussent en être les incidents... (On rit), le gouvernement y avait sa place et que devait partager le sort de cette municipalité courageuse, quel que dût être le sort de cette grande journée. (Nouveaux rires.)

» J'éprouve, messieurs, presque un embarras à dire que l'on a pu douter que cette journée s'écoulât dans ce calme dont nous avons été témoins, et lorsque je suis arrivé au milieu de vous, messieurs, quand j'ai vu cette foule où se mêlaient tous les représentants du travail acclamer cette République à laquelle elle s'est pour toujours donnée et saluer dans la personne des membres du gouvernement des représentants bien modestes de sa doctrine, mais aussi des serviteurs dévoués des volontés de la démocratie... (Bravos et applaudissements prolongés); quand j'ai vu ce grand spectacle, j'ai senti que nous avions été bien inspirés en venant ici, et que sur ce point de la terre de France, comme sur tous les autres, lorsqu'on a mis toute son ambition à servir ce peuple vaillant et sage on peut venir à lui avec confiance, avec la certitude que cette confiance ne sera pas déçue ! (Très bien ! très bien ! — Vifs applaudissements.)

» Ce lycée dont on nous parlait à l'instant, messieurs, a été pour vous la cause de beaucoup d'épreuves, de bien des attaques. Mais les jeunes générations qui demain s'y presseront pour y recevoir le bienfait inestimable de l'instruction, pour se préparer aux grands devoirs de la vie publique, pour apprendre à être des citoyens Français, ces jeunes générations reconnaîtront ce que vous aurez fait pour elles et vous payeront de toutes ces amertumes, car partout où nous ouvrons une école nous faisons un pacte avec l'avenir... (Vive adhésion et bravos répétés.) A ceux qui nous succéderont, nous pouvons dire : nous avons bien lutté, nous avons passé par bien des angoisses, nous avons semé dans le mauvais temps, mais nous avons assuré la moisson, et vous, vous récolterez sous le soleil. (Assentiment unanime et nouveaux bravos.)

» Oui, ces générations que nous aurons formées pourront saluer une patrie française plus forte, plus grande, plus homogène, plus égale par l'instruction et par l'intelligence, plus prospère, et, je ne crains pas de le dire, plus heureuse. (Longue adhésion et applaudissements prolongés.)

» Si je parle ainsi de l'avenir, messieurs, ne croyez pas que je suis injuste pour le présent Non ! je suis de ceux qui pensent qu'on ne saurait avoir assez de respect, d'admiration et de reconnaissance pour l'esprit de conduite, pour la sagesse innée, pour le droit sens de ce pays, pour la merveilleuse promptitude avec laquelle il a pu passer de la compression à outrance à la plénitude de la liberté... (Oui, c'est vrai ! très bien ! très bien !) pour la sûreté d'instinct incomparable avec laquelle il a compris que le premier soin d'un peuple qui veut rester libre et d'un pays qui veut rester grand doit être de constituer un gouvernement durable (Oui ! oui ! acclamations et applaudissements) ayant une politique très claire, ne demandant point l'existence et la durée à des combinaisons éphémères, disant nettement, sans ambages, ce qu'il veut et ce qu'il entend faire. (Nouveaux applaudissements.)

» Si nous avons eu, en effet, souffert d'une incertitude qui a si lourdement pesé sur tous les intérêts, c'est qu'à mon avis et j'exprime ici une conviction profonde, les partis n'ont pas toujours exercé dans la politique une influence correspondante à leur prépondérance, à leur importance dans le pays, non pas que jamais les fractions extrêmes aient occupé ou exercé le pouvoir, mais je crois ne formuler aucune critique qui soit excessive en disant qu'à certaines heures on a pu se demander si, par je ne sais quel parti pris de condescendance, de faiblesse, de chevalerie, pour ainsi parler, on n'avait pas permis à des minorités impuissantes d'exercer sur la direction générale des affaires comme une inflexion, et de lui imprimer comme une fausseur. (Marques unanimes d'assentiment.)

» Messieurs, quand on recherche quel peut être le critérium de la politique d'un gouvernement, il m'apparaît qu'il ne saurait y avoir qu'une méthode pratique, c'est celle qui consiste à se pénétrer des volontés générales du pays, à dégager ce qu'il veut dans sa majorité, et à ne pas craindre ensuite d'aller au devant de certaines reproches.

» Quand on est bien résolu à ne reculer devant aucune réforme, que l'éducation du pays est préparée, quand on a prouvé par un ensemble de mesures, par ses actes et par toute sa vie que l'on a quelque amour du progrès, on peut se consoler à l'avance du reproche de n'être pas assez avancés... (Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements) et lorsqu'on a pu acquérir par l'expérience la conviction que certaines exagérations, que la politique du tout ou rien ne conduisent pas au progrès, mais à une stérilité funeste, il faut avoir avec ceux qui représentent bien moins le mouvement que l'agitation... (Très bien ! très bien !) une explication décisive, et cette explication, messieurs, nous l'avons eue. (Assentiment général et applaudissements prolongés.)

» Nous avons dit, en effet, chacun avec l'autorité qui peut nous appartenir, quelle était notre pensée et nous avons eu la bonne fortune de voir cette pensée traduite avec l'autorité que donnent trente année de services pour la République que l'on méconnait aujourd'hui dans un certain parti, mais que la France n'a pas oubliées. (Non, non ! Très bien ! très bien. — Applaudissements.)

» Dans une circonstance qui est encore présente à vos souvenirs, M. le président du conseil a dit quel usage le cabinet voulait faire du pouvoir, quelle direction nous entendions donner à la conduite des affaires, et il a dénoncé ce pacte de condescendance dont je parlais tout à l'heure et dont le résultat le plus clair était, pour le gouvernement, de paraître solidaire d'une certaine opposition qui, cependant ne cessait de lui prodiguer des attaques et des polémiques que le parti républicain n'avait même pas connues avec la réaction.

» Messieurs, notre ambition est grande, car nous voulons être un gouvernement à l'image du pays, résolu comme lui, progressiste comme lui, et nous avons la volonté ferme de démontrer que c'est de la forme républicaine qu'il est permis d'attendre la plus grande somme de progrès, la plus grande somme d'ordre, de sécurité et de stabilité. (Applaudissements et acclamations prolongés.)

» C'est là messieurs, la méthode gouvernementale que nous avons proclamée, et vous savez comment alors on nous a traités ; les adjectifs dont on a fait usage sont un peu pénibles à reproduire, et pourtant ils sont devenus la monnaie courante de nos censeurs ordinaires... (Rires.) On a dit que nous étions des scélérats, des criminels ; que dis-je ? des orléanistes ! (Hilarité générale.)

» C'est au moins le langage que l'on tient dans ces réunions où l'on rend surtout compte du mandat des autres plutôt que du sien (nouvelle hilarité — applaudissements), car dans la vie parlementaire tout s'adoucit, et je ne sais pas si je ne vais pas trahir un secret professionnel, mais je voudrais que ces hommes qui sont bons dans l'âme, qui sont d'une nature saine et d'un esprit droit, ces hommes que l'on abuse, j'allais dire que l'on corrompt, je voudrais qu'ils pussent voir ce que nous voyons tous les jours. Après qu'un orateur fougueux nous a désignés dans une réunion publique à toutes les fureurs du peuple, nous le rencontrons dans les couloirs de cette Chambre infâme. (On rit.) Il s'approche de ces ministres coupables, et ne croyez pas au moins que ce soit pour exécuter l'arrêt rendu dans la réunion de la veille, — non, messieurs, nous ne courons pas de si grands dangers — c'est généralement pour nous recommander un ami, pour demander une de ces faveurs dont le gouvernement dispose. (Longue hilarité et applaudissements.)

» Messieurs, nous ne regrettons pas le langage que nous avons tenu, car s'il nous a valu plus d'une attaque sans mesure, il s'est produit à la suite de ces déclarations un événement qui, je l'espère, sera décisif pour les destinées du pays. Il s'est formé dans ce grand Parlement français une majorité, la plus puissante et la plus homogène peut être, que les annales parlementaires aient enregistrée, une majorité qui ne doit rien à aucune coalition et qu'aucune coalition ne saurait détruire. (Salve d'applaudissements).

» Messieurs, ce que je reproche surtout à l'opposition dont je viens de parler, ce n'est pas d'être bruyante, ce n'est pas d'être tumultueuse, non. On peut concevoir une opposition qui, dans un gouvernement républicain, joue le rôle le plus utile, le plus efficace, je dirais volontiers le plus indispensable. En face d'un gouvernement indolent, on peut imaginer une opposition active laborieuse ; en face d'hommes que le pouvoir aurait tout à coup anéhilités, frappés de je ne sais quelle impuissance, on peut concevoir une minorité s'imposant par la force de son travail, par sa fécondité d'esprit, par l'ampleur de ses conceptions politiques ou économiques. Ce fut le rôle et ce fut la gloire de l'opposition républicaine sous l'empire. La voix de cinq hommes put remplir toute la France.

» Aujourd'hui l'opposition compte un plus grand nombre de voix, elle fait assurément plus de bruit. (Rires et bravos.) Mais a t-elle la même autorité, la même importance ? Oh ! messieurs, je l'ai dit, ce que je lui reproche, ce n'est pas d'être bruyante, c'est d'être stérile, c'est d'être impuissante ; c'est de ne parler qu'aux passions du peuple quand il faudrait ne parler qu'à sa raison ; c'est d'irriter et d'exaspérer toutes les souffrances sans jamais trouver, sans même chercher le remède et la solution. (Vive applaudissements.)

» Messieurs, il y a aujourd'hui pour le gouvernement une double tâche à remplir, et tout à l'heure M. le Maire de Tourcoing la résumait à merveille en disant que nous avions la charge et la responsabilité de la France à l'extérieur et à l'intérieur.

A l'extérieur, et c'est là un des point sur lesquels je diffère le plus de certains hommes politiques, à l'extérieur, dis je, une politique coloniale s'impose étroitement à une démocratie. Je comprends parfaitement que sous un gouvernement absolu, où l'on peut mesurer à chacun l'air, la lumière et le bien-être, où l'on peut empêcher ceux qui cherchent à se faire un place de la conquérir, je comprends, dis-je, que, seul un tel régime, on se renferme, on s'assigne une frontière infranchissable, inextensible. Mais un pareil système, il faut le dire, est la négation des lois les plus élémentaires d'une démocratie.

» Est-ce qu'une démocratie ne tend pas nécessairement, fatalement, à une égalité chaque jour plus complète ? Que faisons-nous par l'éducation, sinon d'opérer chaque jour l'accession à un état meilleur, d'une classe, d'une couche nouvelle de citoyens ? Et comment concilier ce phénomène, cette loi d'expansion indéfinis avec une politique qui prendrait pour règle de ne point accroître ses débouchés, de ne pas multiplier ses relations, de ne pas ouvrir un champ de plus en plus large, à toutes les ambitions ? (Adhésion générale et applaudissements répétés.)

» A l'intérieur, plus d'un problème est posé Nous avons fait quelques efforts pour résoudre ceux dont la position était plus pressante ; nous n'avons pas été assez heureux pour recueillir les suffrages de ce parti politique, qui n'a pu trouver qu'une négation pour raison sociale et qui s'appelle l'intransigeance ; mais déjà, messieurs, les Chambres peuvent regarder sans trouble l'œuvre qu'elles ont accomplie et qu'elles vont compléter. (Applaudissements.) Il est un ordre de préoccupations qui sollicite tout particulièrement notre attention et nos efforts. Il est advenu, en effet, que les conditions économiques du travail et de la production se sont profondément modifiées, je ne dis pas seulement en France, mais en Europe, mais dans le monde, et je dis qu'à moins d'être détaché de l'intérêt le plus immédiat du pays, c'est de ce côté qu'il faut porter toute notre vigilance. Ne serait-il pas puéril de nier que la concurrence étrangère nous atteint, nous pénètre et que le travail national est aux prises avec des difficultés nouvelles ?

» Je crois donc, pour ma part, que nous devons nous organiser fortement en vue de cette menace nouvelle, que nous avons à rechercher comment on peut rendre le travail plus productif sans frapper l'industrie d'impuissance et laissez-moi vous dire, sans que je prétende approfondir ce sujet, qu'aussi longtemps qu'on cherchera l'amélioration du sort de la main d'œuvre dans l'augmentation croissante de la journée de travail, alors que sur tous les marchés le prix de vente s'abaisse, on n'aura pas rendu l'atelier français plus productif, on aura préparé sa fermeture. (Très-bien ! très bien ! — Applaudissements.)

» Il faut donc porter de ce côté toute notre attention, tous nos efforts, toutes nos études ; et si le gouvernement, dont j'ai l'honneur de faire partie, a demandé qu'on lui désarât d'une façon bien nette s'il avait la confiance du pays et de ceux qui le représentent ; s'il a demandé à la Chambre de lui donner la stabilité, c'est parce qu'il a le sentiment profond des réformes et des solutions qui s'imposent. Il convie les membres du Parlement à travailler avec lui à cette grande œuvre, qui est, messieurs, n'en doutez pas, une œuvre de salut.

» Il faut enfin sortir des polémiques, des agitations stériles, pour entrer dans le domaine des travaux pratiques. Il y a quelque chose de plus noble et de plus salutaire à faire que de griser le peuple, de lui verser chaque jour une liqueur plus capiteuse ou plus frelatée. Il faut assurer son existence et son lendemain. (Très bien ! très bien ! et bravos prolongés.)

» C'est pour cela, c'est parce qu'il était urgent d'avoir une orientation claire et définitive, qu'il fallait que le parti républicain se comptât, qu'il fît l'inventaire de ses forces, car nous vivons sous la loi du nombre, et c'est ce qu'on a peut-être un peu trop perdu de vue. Il fallait que le pays sût et le gouvernement était du côté des plus agités ou du côté des plus nombreux et des plus sages. (C'est cela, très bien ! très bien !) C'est cette expérience que nous avons voulu faire en demandant à tous les républicains de bonne volonté cette force, cette sécurité, cette stabilité qui ne nous ont jamais été plus indispensables : indispensables à notre crédit, messieurs, car, si nous sommes à un moment où l'économie dans l'administration de nos finances s'impose, et nous avons été les premiers à le proclamer, c'est la confiance qui équilibre les budgets. Indispensables encore et surtout pour maintenir à la France sur le marché européen la grande place à laquelle elle a droit,

» Nous ne sommes pas une démocratie dans l'espace. Nous ne sommes pas en Europe pour inquiéter, ni pour donner satisfaction à je ne sais à quel besoin factice du bruit et de changement. Nous voulons rester fidèle à notre rôle historique ; nous voulons demeurer le foyer lumineux vers lequel se tournent tous les peuples ; nous voulons que, dans l'ordre commercial, comme dans celui des arts et des lettres, quand on voudra chercher le progrès, on continue de regarder chez nous ! (Applaudissements prolongés.)

» Je ne sais si nous serons assez heureux pour trouver toutes les solutions pour résoudre toutes les difficultés. Nous aurons eu du moins un mérite, c'est de ne chercher à tromper personne, c'est de rompre avec ce que j'ai quelquefois appelé la stratégie et la diplomatie parlementaires, c'est de ne demander l'existence qu'à la conscience réfléchie des hommes dévoués, des patriotes que vous avez envoyés dans le Parlement. Nous avons obtenu cette confiance, j'espère que nous la conserverons, non pour nous, mais pour la France. (Oui, oui ! Applaudissements prolongés.)

» Il y a en tout cas une chose dont je suis certain, messieurs, c'est que nous ne la surprendrons jamais, parce que nous estimons qu'il y a en France une habileté qui prime toutes les autres et qui a quelque analogie avec le nom que nous portons, puisqu'elle s'appelle franchise (Assentiment unanime.)

» En terminant, messieurs, je demande la permission de porter un toast à la municipalité de Tourcoing, à M. le maire, à son administration, au conseil municipal de cette ville de Tourcoing, d'où j'emporterai un souvenir ému. Je n'oublierai jamais le témoignage d'attachement qu'elle a, dans cette journée, donné aux institutions républicaines. Il m'est d'autant plus sensible que, dans cette foule que nous avons traversée, l'immense majorité était composée de travailleurs. Eh bien, nous ne leur promettrons pas ce que nous sauvions pas leur donner, nous ne leur dirons pas que nous avons en main je ne sais quel talisman qui permet de résoudre toutes les difficultés. Nous leur dirons, à l'encontre de ce qu'on leur enseigne trop souvent, que tous les intérêts français, que tous les facteurs du travail sont solidaires.

» C'est là, messieurs, l'un des résultats les plus considérables et les moins aperçus de la Révolution française.

» Il y telle nation où les intérêts sont si distincts, que le triomphe d'une classe sur une autre pourrait peut être marquer pour elle un progrès et un avantage.

» Il en est autrement chez nous, où tous les intérêts, où tous les patrimoines sont engagés dans la même lutte, où il s'est fait une association de toutes les forces qui concourent au travail national. (Applaudissements répétés.)

» Messieurs, j'ai souvent expérimenté combien il y a de raison, de sagesse, chez ces hommes qui s'ouvrent à force de travail un chemin dans la vie, qui ont la grande et généreuse ambition de faire à leurs enfants une existence meilleure, et cette raison, cette sagesse nous imposant de grands devoirs. Nous avons contracté vis à vis de ces fondateurs de la République, une dette ; je vous promets, messieurs, que nous essayerons de la payer. (Très bien ! très bien ! et applaudissements.)

» Il y a des institutions nouvelles à fonder. Il y a surtout beaucoup d'institutions dont il faut perfectionner le jeu et développer l'usage. Je parle devant des collègues avec lesquels j'ai eu la bonne fortune d'étudier plus d'une de ces questions ; il faut que l'épargne ait ses lois, que les sociétés d'assistance mutuelle se développent, que le travail trouve le crédit par l'association.

» Nous avons devant nous le champ le plus vaste et le plus profond, mettons-nous à l'œuvre sans hésitation et sans défiance !

» Je bois à la municipalité de Tourcoing. Je bois à cette ville d'ordre et de travail, qui a donné la preuve d'un attachement si profond aux institutions républicaines ; je bois à son avenir et à sa prospérité ! (Longs applaudissements et cris répétés de : Vive la République ! Vive Waldeck-Rousseau !) »

Les auteurs de la loi sur la magistrature rougissent aujourd'hui de l'œuvre à laquelle ils ont collaboré.

C'est dans le journal ultra-ministériel et rédigé par trois sénateurs, lesquels ont appuyé de leurs votes la législation à laquelle on doit la magistrature-Cazot, qu'on lit les lignes suivantes :

Tous le discours de M. Pradines a l'air d'un plaidoyer où l'avocat réclame pour la loi de réorganisation de la magistrature les circonstances atténuantes. Or, il eût autant valu, semble-t-il, suivre l'exemple de M. Ronjat, et ne point ramener l'attention sur une loi en faveur de laquelle on serait tenté de demander plutôt le silence et l'oubli.

» La tâche des magistrats nouveaux consiste moins, en effet, à se faire les défenseurs intéressés de cette réforme judiciaire qui n'a contenté personne, pas même ceux qui l'ont voté, — qu'à réconcilier l'opinion avec leur propre fortune. Nier que la réforme ait profondément ébranlé l'antique institution judiciaire serait folie.

» Quant à la situation de l'institution judiciaire, considérée en elle même, elle a reçu, au moins aux yeux de l'opinion publique, une atteinte sensible, et le moment ne saurait tarder où les hommes d'Etat, jaloux de conserver à la République et à la démocratie une magistrature honorée, devront rechercher les moyens de réparer le dommage.

» La magistrature, jusqu'ici, avait vécu sur de vieilles traditions, et cela suffisait, en quelque manière, pour lui assurer le respect. Mais ces traditions ont été brusment rompues.

» Par quoi les remplacer ?

» Quand on saura que les portes de la magistrature ne seront plus ouvertes à tout venant, qu'il faudra, avant d'y entrer, avoir fait ses preuves de capacité et de talent, on honorera dans la magistrature la supériorité incontestable des lumières et de l'étude.

» Dans une démocratie, l'estime publique est à la fois la récompense la plus précieuse des citoyens et le fondement le plus assuré des institutions. »

Le *Temps*, en donnant cette formule, ne paraît pas se douter qu'il fait la critique la plus sanglante, non seulement du personnel gouvernemental actuel, mais aussi des législateurs qui ont voté la *Réforme* sur la magistrature et par conséquent de lui-même.

UN VRAI LIBÉRALISME

Ce n'est pas dans les rangs des opportunistes que nous l'avons rencontré, on doit bien s'en douter ; c'est chez un homme dont nous sommes bien loin de partager les opinions exaltées, mais qui a du moins le mérite, si rare en ce moment, de rester conséquent avec lui-même et de ne point refuser à ses adversaires la liberté qu'il réclame pour lui et pour ses amis.

Comme M. Spuller, dont nous parlions l'autre jour, M. de Lanessan a cru devoir rendre compte de son mandat à ses électeurs ; mais, plus heureux, et nous ajouterons plus courageux que son collègue opportuniste, il a réussi à obtenir l'approbation de l'immense majorité de son auditoire, sans avoir eu besoin pour cela de faire acte de complaisance et de sacrifier ses convictions au soin de sa popularité.

Un certain nombre des assistants, en effet, voulaient lui faire prendre l'engagement d'appuyer, à la Chambre, si elle venait à s'y produire, toute proposition tendant au bannissement des princes de la maison d'Orléans ; et l'un d'eux même est venu soutenir à la tribune un ordre du jour invitant le citoyen de Lanessan à voter l'expulsion des prétendants du territoire de la République et la mise sous séquestre de leurs biens. »

L'honorable membre de l'Extrême Gauche a déclaré résolûment « qu'il ne voterait pas l'expulsion des princes » ; et ce qu'il y a de remarquable, c'est que cette franche et loyale réponse a été fort applaudie et a mérité à son auteur un vote presque unanime de confiance.

La morale de l'incident, c'est que l'esprit des foules n'est point aussi mauvais qu'on le croit généralement. Sans doute, il est aisé, quand on flatte leurs préjugés et qu'on excite leurs passions, de leur faire approuver les idées les plus injustes et les plus insensées ; mais il n'est point trop difficile non plus de leur faire entendre la voix de l'équité et de la raison. Il suffit de leur parler avec calme et avec fermeté. C'est ce que M. de Lanessan a su faire, l'autre jour, dans la salle du Progrès, et nous n'hésitons pas à l'en féliciter.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

De nos correspondants particuliers et PAR FIL SPÉCIAL).

Les conséquences de la guerre de Chine

Paris, 5 novembre.

On télégraphie de Saint-Pétersbourg que les probalités d'une guerre entre la France et la Chine provoquent de vives appréhensions dans les sphères officielles du monde russe.

On craint que la France étant engagée en Asie, l'Autriche et l'Allemagne ne profitent de l'occasion pour attaquer la Russie, qui se trouverait complètement isolée.

L'expulsion des princes

Paris, 5 novembre.

M. Gatineau a confirmé aujourd'hui sa résolution de renoncer à demander l'expulsion des princes.

La garde nationale

Paris, 5 novembre.

Le Conseil municipal de Paris a repoussé par 58 voix contre 9, la proposition Jeoffrin tendant au rétablissement de la garde nationale.

La dépêche Tricou

Paris, 5 novembre.

Suivant une dépêche particulière de Shanghaï, le gouvernement chinois a télégraphié à son ambassadeur une note déclarant complètement apocryphe la dépêche inséré par M. J. Ferry à la tribune, lors de l'interpellation du Tonkin.

Lt-Hung Tchang et M. Tricou ont eu seulement une entrevue courtoise, dans laquelle aucune question politique n'a été traitée.

La Chine se propose d'adresser au gouvernement Français une protestation énergique.

L' « intérim » des affaires étrangères

Paris, 5 novembre.

Bien que le décret conférant à M. Ferry l'intérim des affaires étrangères n'ait pas paru à l'*Officiel*, celui ci a pris possession des différents services du ministère.

Les manifestations sur la voie publique

Paris, 5 novembre, 2 h. e.

La commission des manifestations sur la voie publique entend la lecture de la proposition Dusolier.

L'explosion de Lyon

Lyon, 5 novembre.

La nuit dernière, le quartier des Brotteaux a été mis en émoi par l'explosion d'une bombe.

Cet engin criminel était formé de nitro glycérine et de poudre roulée dans de la terre glaise et retenues par une enveloppe de calvre.

Il avait été placé contre la porte d'une maison habitée par des locataires sises.

La détonation a été formidable, mais les dégâts sont insignifiants.

EXTÉRIEUR

Le Tonkin

Londres, 5 novembre.

D'après les nouvelles adressées de Hong Kong au *Daily-News*, la reconnaissance qui a été faite vers Hauoï, a montré que les Pavillons-Noirs occupent une forte position sur la rive droite du Day, à trois mille de Son-Tay.

Le commandant de Palan est à 5 milles de Son-Tay ; il rapporte que la ville est protégée à droite par deux fortifications formidables, d'une longueur d'un kilomètre chacune, avec 40 canons de gros calibre. La garnison consiste en 2,000 Chinois réguliers.

Les communications sont maintenues entre Son-Tay et Bac Ninh. La garnison de Bac-Ninh est composée de 3,000 Chinois sous les ordres des anciens gouverneurs prince Nandinh et prince annamite Wumq.

Situation météorologique

La dépression venue par les Shetland et dont le centre se trouvait hier près de Stornoway, s'est déplacée vers l'E N E, en continuant à se creuser ; elle aborde aujourd'hui la Norwège où la pression est descendue à 723 m/m (Christiansund). Des mauvais temps d'entre O et N règnent sur nos côtes de la Manche. Le baromètre baisse depuis hier soir, à Valentia ; il est donc à présumer que de nouveaux troubles atmosphériques existent au large.

En France, le temps est à éclaircies avec averses par instants, excepté dans le Sud.

A Paris, la pluie est tombée abondamment pendant toute la soirée d'hier. Aujourd'hui le temps est beau, mais la baisse du baromètre et le ciel nuageux font préjuger de nouvelles pluies.

SÉNAT

(*Service télégraphique particulier* et PAR FIL SPÉCIAL)

Séance du lundi 6 novembre 1883

Présidence de M. Le Royer

La séance est ouverte à 2 heures.

Les objets en or et en argent

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets en or et en argent destinés à l'exportation.

M. Oudet soutient le projet de loi et déclare que la création d'un quatrième titre est absolument nécessaire pour permettre à l'industrie de l'horlogerie française de lutter avantageusement avec la concurrence étrangère.

L'orateur examine la question en faveur de laquelle il développe les longues considérations dont M. Teisserenc de Bort s'était servi pour la combattre, et conclut en espérant que le Sénat votera en attendant un vote qui donne la liberté absolue qui deviendra nécessaire. Il poursuit son discours au milieu d'une indifférence générale, reprenant dix fois les mêmes arguments.

M. Dietz-Monnin se propose de compléter les observations de M. Oudet, au point de vue de la liberté du titre pour l'exportation. Il demande